

La Voix

du Consommateur

400FCFA

6 177000 000348

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

LOI DE FINANCES 2023

Trop d'impôt tue l'impôt

La hausse astronomique des taxes prévue dès le 1er janvier prochain sera contreproductive pour l'État du Cameroun car un fort taux d'imposition mène inévitablement à la chute des recettes fiscales, à l'augmentation de la corruption et à l'hypertrophie du secteur informel. Le Président de la FOCACO dénonce cette loi de finances inique adoptée par les députés qui consacrera la baisse drastique du pouvoir d'achat des ménages et l'embourgeoisement de l'élite administrative. Le mouvement consumériste se réserve le droit d'appeler incessamment aux manifestations pacifiques contre un État qui refuse de réduire son train de vie avec un gouvernement pléthorique et de nombreuses institutions budgétivores.

Pages 3



DENRÉES ALIMENTAIRES

Les prix au Qatar plus bas

Page 9



Le riz, les huiles raffinées et l'eau en bouteille sont moins chers comparativement au Cameroun.

MINI FESTIVAL

Nkongmondo en fête

Foire, danses traditionnelles et art culinaire du 16 au 18 Décembre.



Page 12

POLLUTION PLASTIQUE

Source du pays lance une vaste campagne d'assainissement

Page 8

QATAR 2022

Cameroun Vs Brésil : le Match des supporters



LOI DE FINANCES 2023

L'intervention de l'hon. Cabral Libii lors de l'adoption

Monsieur le Président, chers collègues,

D'entame, je partage avec vous ce proverbe camerounais qui dit : « *il se dit que si les lits des cours d'eau sont si sinueux, c'est parce qu'il ne se trouvait personne pour leur montrer le droit chemin. Et pourtant, les grenouilles ne cessaient de coasser en leur disant : non ne vas pas là-bas !* »

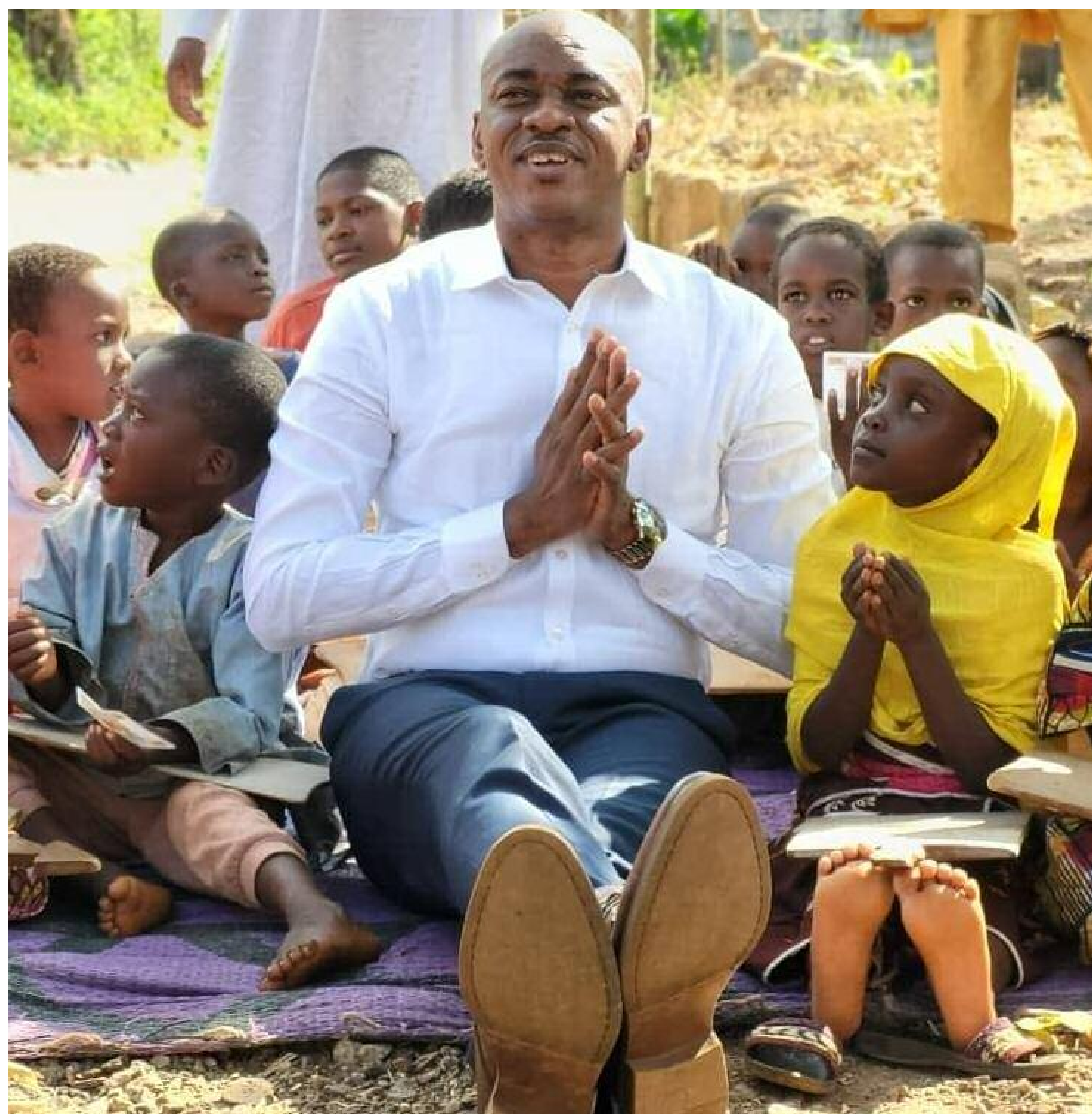
Les 17 amendements à la Loi de finances de 2023 que nous avons déposés, résonnent comme le coassement de ces grenouilles qui disent au Gouvernement : non ne vas pas là-bas !

Avec cette Loi de finances le Gouvernement veut augmenter la captation des revenus des personnes physiques au-delà de l'IRPP ou ceux des revenus échappant à cet impôt.

- Mais, **en augmentant le timbre fiscal de 50% en le faisant passer de 1000 frs à 1500 frs, ce n'est pas là-bas qu'il faut aller.** Le timbre d'une demande administrative est indispensable pour le bas revenu, si son coût augmente cela peut avoir un effet d'éviction du service public auquel tout citoyen camerounais a droit. Cette augmentation vient frapper inutilement les dossiers d'examens même si leurs tarifs sont plafonnés par la LF, les demandes administratives de toutes sortes et le service minimum dû aux usagers du Service Public, dont la qualité est régressive plutôt que progressive comme l'a indiqué le dernier rapport de la CONAC.

- **En augmentant le timbre sur le connaissance de 15 000 frs à 25.000 frs, ce n'est pas là-bas qu'il faut aller.** En le faisant, le Gouvernement augmente le coût douanier des biens importés et donc le coût des produits essentiels à la consommation des ménages et ce, de façon indiscriminée entre ménages pauvres et ménages riches. Cela est d'autant plus surprenant que dans le même temps, les mesures gouvernementales visant à réduire voire geler les coûts du fret maritime pour tenter de juguler l'inflation sont toujours en vigueur. Augmenter de 40% le tarif de timbre sur le connaissance est une contremesure d'apaisement des prix. L'augmentation en cause ne saurait même pas être justifiée par la politique d'import substitution dès lors que les importations de toute nature sont concernées.

- **En augmentant le timbre sur les automobiles de 25 000 à 50 000 frs, ce n'est pas là-bas qu'il faut aller.** Cette augmentation est inopportune à un moment où les revenus et la dépense sont fortement contraints par



l'inflation et que les salaires en eux-mêmes sont quasiment stagnants depuis 30 ans. Une pause fiscale s'impose donc aussi pour les ménages camerounais comme cela est enclenché pour les grandes entreprises et les PME. **Sinon, en 2023 ce sont les classes moyennes (fonctionnaires, cadres, agents de maîtrise, artisans qualifiés, petits commerçants, les retraités et les jeunes entrepreneurs etc.)** pour qui la voiture est plus un outil de travail qu'un objet de luxe, qui vont encore devoir passer à la caisse après avoir acquitté l'IRPP, la Taxe Communale (TDL) et la RAV sur leurs salaires, la TVA et les droits d'accises sur leurs achats quotidiens, etc. Et sur cette question de timbre automobile, le Gouvernement fait quelque chose d'incroyable. Il augmente les droits de timbre automobile et modifie l'article C51 du Code Général des Impôts qui dispose que la totalité du produit de ces droits est affecté au FEICOM. Ladite modification plafonne à 7 milliards, la quotité désormais dévolue aux CTD. **Donc non seulement le Gouvernement bafoue la loi générale des CTD fruit du Grand Dialogue National, en ne respectant pas les 15% des recettes dévolus à la DGD, mais il réduit en plus les ressources du FEICOM.** C'est quoi le plan ?

- **En augmentant de façon vertigineuse tous les tarifs en matière d'immatriculation foncière directe ou d'examen des oppositions, ce n'est pas là-bas mon Dieu ! qu'il faut aller.** La conséquence immédiate est que l'immatriculation qui était déjà engluée dans une corruption

dementielle, est désormais hors de portée de tous les pauvres propriétaires fonciers coutumiers. Le Gouvernement consacrant désormais l'âge d'or de la spoliation des terres des plus pauvres par les plus riches. Le Gouvernement a fait une chose à saluer. Il a baissé l'Impôt sur les sociétés de 28% à 25%. Mais voulant compenser cette baisse, il aurait pu puiser dans les niches que nous avons indiquées dans nos 17 amendements, en évitant d'accabler davantage le peuple. Voici quelques exemples :

- **En instituant un droit d'accise de 30% sur le riz parfumé et en le soumettant à la TVA,** le Gouvernement fait des recettes sur l'importation du riz parfumé, et protège en plus la production locale de riz ;

- **En relevant le droit de sortie de 100% de la valeur FOB de l'essence du bois en grumes que le Gouvernement décide de continuer à exporter en 2023, il fait des recettes énormes.** En imposant seulement un droit de sortie de 60% aux bois en grumes en 2023, contre 50% en 2022, **le Gouvernement encourage par cette mince augmentation, les exportateurs de bois à ne pas opérer la simple transformation de base ;**

- **En appliquant une meilleure imposition des importateurs-distributeurs de l'article 21(3) du CGI, en conditionnant notamment l'exonération des précomptes sur achats, à l'investissement dans la construction de surfaces de vente comme l'indique la loi de 2015 sur l'activité commerciale, le Gouvernement provoque incidemment l'accroissement des**

recettes ;

- **En augmentant le timbrage des documents spécifiques aux activités commerciales liées à la commande publique, ou encore en levant les exonérations pour tous les conjoints des étrangers exerçant une activité commerciale ou libérale sur notre territoire, le Gouvernement aurait pu faire des recettes.**

Le Gouvernement escompte une augmentation des recettes fiscales à un peu plus de 520 milliards en 2023. **Les niches que nous indiquons et d'autres qui existent encore, le tout couplé à une meilleure administration fiscale, peuvent atteindre cet objectif sans accabler le peuple.** Alors, pendant que le Gouvernement prend un chemin sinueux, « *je demeure la grenouille qui coasse, impuissante, mais qui dit : ne vas pas là-bas ! ne vas pas là-bas !* »

Une seule question pour finir : **Nous notons que le montant du chapitre 65 objet d'un audit commandé par la Présidence de la République sur Hautes instructions, est passé de 400 milliards à 348 milliards. En 2021 le chapitre s'élevait à 303 milliards, en 2020 à 295 milliards, en 2019 à 310 milliards, en 2018 à 269 milliards, en 2017 à 243 milliards, en 2016 à 228 milliards, en 2015 à 223 milliards. A l'allure où ça allait, le montant devait être multiplié par 2 en 10 ans.** Alors qu'est-ce qui justifie l'arrêt brusque de l'augmentation ? Rationalité budgétaire ou bruits d'audit ?

Quant à la question de la recevabilité de nos amendements, nous sommes profondément heurtés par l'attitude de nos collègues de la commission de finances qui tout en tolérant au Gouvernement 30 jours de retard et de violation de la loi, se montrent aussi intransigeants à notre égard suite à un retard de 5 jours. Retard par ailleurs inévitable. Nous avons reçu la loi de finances le 24 novembre à 11h. La commission de finances examinait les articles le 26 novembre dès 10h alors même que les Députés n'avaient pas encore reçu la tonne de documents annexes aux 100 pages de la loi elle-même. Sauf à vouloir transformer l'Assemblée Nationale en terrain d'amusement, aucun travail sérieux n'aurait pu être fait dans ces délais

Tout cela transpire la préméditation de la médiocrité du travail parlementaire. Et ce chemin de « *je m'en fous* » que cette chambre emprunte aussi, la mènera à coup sûr et tout droit au village de l'insignifiance. Si ce n'est déjà hélas, le cas...

CL

ORDRE DES MÉDECINS

Le Pr. Noël Essomba se positionne candidat



L'actuel Directeur général de l'hôpital Laquintinie de Douala ne fait plus mystère de ses ambitions à la tête de cette institution dont l'Assemblée générale électorale est annoncée pour ce 29 décembre 2022. Un nouveau challenge pour ce jeune surdoué qui est déjà nanti de plusieurs lauriers et expériences remarquables.

« La morgue de l'hôpital Laquintinie de Douala est méconnaissable de son visage d'antan: modernité, propreté, ponctualité. Nous pouvons être contents de celui qui abat ce travail ». Ainsi s'exprimait un usager de ce grand hôpital de la ville de Douala. Ce dernier ignorait certainement le grand artisan de cette métamorphose. Il s'agit du Pr. Noël Essomba, actuel Directeur général du plus grand hôpital de la ville de Douala.

Visionnaire, rigoureux, doté d'un haut sens de l'anticipation et de l'intérêt

général, le Pr. Noël Essomba nourrit de grands rêves. Parmi lesquels, celui de la construction du plus grand centre de chirurgie cardiaque d'Afrique centrale à l'hôpital Laquintinie de Douala (560 millions de FCFA d'investissements annoncés). Plus, le rêve caressé de devenir le Président de l'Ordre national des médecins du Cameroun (Onmc). L'homme dispose d'ailleurs du profil adéquat pour ce poste prestigieux.

Titulaire d'un doctorat d'Etat obtenu à l'université de Yaoundé 1 en 2001, il s'envole pour la France en 2006, précisément à l'université Henri Poincaré de Nancy I, où il obtient un diplôme de 3ème cycle d'infectiologie/Infection Vih. Un an plus tard, dans la même université, il obtient un diplôme universitaire d'expertise médico-légale, et un Master de santé publique (conduite des projets et développement des territoires en santé et insertion).

Trois ans plus tard, en 2010, revenu au Cameroun, il s'inscrit à l'Ecole des sciences économiques et sociales de Douala où il obtient un Master of Business administration (Mba) option Management et gestion des Ressources humaines. Une pléthore de diplômes qui donnent à ce professionnel de la santé publique, diverses compétences, notamment dans le management administratif, financier et des ressources humaines. A cela il faut ajouter d'autres domaines comme la gestion

des problématiques de santé publique, mise en place, suivi, évaluation des projets en santé et dans l'expertise médico-légale.

Le Pr. Essomba a occupé plusieurs fonctions au Cameroun et en France. Entre mars 2002 et avril 2003, il est médecin coordonnateur du service des urgences. Il devient chef de service de médecine mixte à l'hôpital Laquintinie entre avril 2003 et août 2005. En 2006 (entre février et septembre), il est fait chef de projet de l'Ong Madlor en Lorraine – Nancy où il était chargé de la mise en place suivi, évaluation du projet, gestion des coordinateurs de terrain, référent médical, préparation des dossiers de financement Drdr, Urcam.

Ses responsabilités dans le management d'hôpitaux au Cameroun démarrent en 2006. Il est alors nommé médecin chef du centre médical de Nkololoun et plus tard chef du District de santé de Logbaba à Douala. Le Pr Noël Emmanuel Essomba est nommé coordonnateur régional de la lutte contre le Sida pour la région du Littoral puis chef du District de santé de Deido. Il part de là pour devenir directeur de l'hôpital de district de Nylon. L'actuel directeur de l'hôpital Laquintinie de Douala est également maître de conférences des universités et enseignant à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam) option administration de la santé.

Membre de plusieurs ordres et sociétés savantes, le Pr. Noël Essomba est 3ème adjoint au Maire de la Commune de Douala 1er, et également auteur de plusieurs publications scientifiques. Le 17 décembre 2021, il recevra des mains de Manaouda Malachie, le Ministre de santé publique, la distinction de chevalier de l'ordre de la valeur. Parmi ses challengers, figurent le Dr. Rodolphe Fonkoua, l'anti-Sandjong, promoteur de la Polyclinique Idimed de Douala, le Dr. Tchinou, le Dr. Bassong, ou encore le Dr. Etoa, tous en lice pour la succession Dr. Sandjong. À suivre.

Gad Samy



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alphonse AYISSI ABENA

ASSISTANTS
Ferdinand NDEM
Henry MOUYEBE

COMITÉ DE RÉDACTION
Hugues EDIMO
Raphaël NGO'O
Valentin ABENA

PRODUCTION
Fondation Camerounaise des Consommateurs

COMMERCIAUX
Anne Gabrielle IMBIKO
Chrystelle EPOUPE

CONCEPTION GRAPHIQUE
Turbo Claude

Impression
JVGRAF

Distribution
Ets 3A

CONTACTS
699 52 87 06
694 18 75 03

Recouvrement des créances

Après avoir été condamné à 50 ans de prison par la justice, la Scr va procéder à la vente aux enchères des véhicules, effets et meubles de maisons etc... d'Emmanuel ONDO NDONG, ancien Directeur Général du Feicom pour le compte de FEICOM.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DU RECouvreMENT DES CREANCES
BENEFICIAIRE DES CONDAMNATIONS PRELIMINAIRES
AU PROFIT DE L'ETAT ET DE SES DEPARTEMENTS



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK – FATHERLAND

GENERAL DIRECTORATE

RECOVERY OF DEBT ARISING FROM PRELIMINARY
CONDEMNATIONS FOR THE BENEFIT OF THE STATE
AND ITS DEPARTMENT DIRECTORATE

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES NOTICE OF SALE BY AUCTIONS TO THE PUBLIC

La Société de Recouvrement des Créances du Cameroun (SRC) porte à la connaissance du public que le jeudi, 22 décembre 2022 à partir de 10 heures, elle va procéder à la vente aux enchères publiques des effets meubles et biens mobiliers appartenant à Monsieur ONDO NDONG Emmanuel Gérard, débiteur envers un démembrement de l'Etat du Cameroun, en l'espèce le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM).

Ladite vente se tiendra à l'esplanade de l'Immeuble CHIDIAC sis à côté du Super marché MAHIMA Elig-Essono à Yaoundé aux plus offrants et derniers enchérisseurs.

Société de Recouvrement des Créances du Cameroun (SRC) notifies the public that there will be a public auction of movable properties and house hold effects of Mr ONDO NDONG Emmanuel Gérard at the backyard of its head office in Yaounde, located at "l'esplanade de l'Immeuble CHIDIAC beside the Super market MAHIMA Elig-Essono "in Yaounde. The said auction is scheduled on Thursday, the 22nd of December 2022, as from 10: 00 am

The following properties belonging to the aforementioned debtor will be displayed for sale.

Les effets suivants appartenant au débiteur ci-dessus mentionné seront mis en vente :

▪ Véhicules ; ▪ Salons ; ▪ Armoires ; ▪ Salles à manger ; ▪ Meubles de rangement ; ▪ Appareils électroniques et électroménagers ; ▪ Divers	▪ Vehicles ; ▪ Lounges ; ▪ Binders ; ▪ Dinning room ; ▪ Crop boards ; ▪ Electronical appliances ; ▪ Others
--	--

La vente aura lieu aux conditions usuelles :

- **Paiement au comptant majoré de 13% + 600 FCFA de droit de crieé ;**
- **Enlèvement immédiat.**

The sale will take following the usual conditions:

- **Cash payment increased by 13% + 600 FCFA auction fee;**
- **Instant removal.**



LE DIRECTEUR GENERAL

Marie-Rose MESSI

SOCIETE DE RECouvreMENT DES CREANCES DU CAMEROUN
CAMEROON DEBT RECOVERY CORPORATION
Société Anonyme à capital public (Capital : 1.500.000.000 Francs CFA)
Siège Social : Yaoundé
70, Rue du Mfoundi 1.035 Yaoundé S. P. : 11951 YAOUNDE
Directeur Générale - Tel : +237 872 42 45 50 / +237 872 42 31 20

Direction Générale
Boulevard de la Liberté - S. P. : 104, DOUALA
Tel : +237 242 14 76 74

Cabral Libii doit brandir la perspective du boycott



En marge de la rencontre Brésil-Corée comptant pour les 8e de finale de la coupe du monde 2022, Samuel Etoo fils, président de la Fédération Camerounaise de football est verbalement pris à partie par un youtubeur algérien qui l'accuse d'avoir acheté l'arbitre ayant officié lors de la rencontre Algérie-Cameroun à Blida le 29 mars 2022.

Cette énième agression verbale fait suite à une longue campagne de dénigrement du Cameroun sur les réseaux sociaux par les algériens à la suite de leur douloureuse et cruelle élimination de la phase finale de la coupe du monde Qatar2022. Elle se rajoute aux nombreuses provocations dont les supporters camerounais ont été victimes au Qatar de la part de fans algériens.

Ce déchainement de violences verbales et physiques (on rapporte de ratonnades de

camerounais en Algérie) rappelle le douloureux souvenir de l'assassinat jamais élucidé d'Enzo Ebossé en 2014. Ce jeune footballeur camerounais est décédé dans une enceinte sportive en Algérie sans qu'on soit à même de déterminer les circonstances précises de sa mort et d'établir les responsabilités de ce crime odieux.

Il semble donc qu'il y ait d'une part un long compagnonnage entre le football et la violence en Algérie sans que les autorités locales ne prennent des mesures visant à endiguer cette gangrène. D'autre part, le désamour voir l'hostilité que les algériens manifestent à l'endroit des camerounais ne risque de fondre comme neige que si le soleil y darde ses rayons.

Dans ce contexte, la question de la participation du Cameroun au Chan qui se tient en janvier en Algérie se pose clairement.

Dès lors les leviers suivants peuvent être activés notamment par les parlementaires.

Pourquoi le parlement me

direz-vous alors qu'il y a un gouvernement en place

Le parlement est en pleine session en ce moment, et peut donc se saisir de cette question d'actualité à l'effet d'orienter les politiques gouvernementales y relatives ;

Il existe au sein du parlement camerounais un réseau de Développement du Sport, dont le Président est l'honorable Cabral Libii, membre du bureau de l'auguste chambre et Président National du PCRN.

Cabral Libii, Président du Réseau du développement du sport doit donc :

1. Convoquer une réunion urgente de ce réseau pour examiner l'incident ayant opposé le président de la féca-foot et un youtubeur algérien, les violences verbales subies par les supporters camerounais au Qatar, la mort non élucidée d'Enzo Ebossé en Algérie, les violences continues perpétrées par les algériens sur les camerounais, un éventuel boycott de la participation du Cameroun au

CHAN 2023 qui se tiendra en Algérie

2. Saisir le Parlement algérien de cette situation continuant ternissant la qualité des relations diplomatiques entre les 2 nations

3. Faire toute proposition utile au gouvernement en vue d'adresser une situation qui dure et dont les camerounais sont victimes autant sur les réseaux sociaux qu'en Algérie et dans de nombreux pays d'expatriation où ils interagissent avec les algériens

Cette démarche vise deux objectifs :

1. Orienter l'action du gouvernement, ce qui constitue une prérogative parlementaire

2. Initier une approche de diplomatie parlementaire qui mettra la pression sur l'Algérie, la CAF et la FIFA afin de garantir les conditions d'une saine participation du Cameroun au Chan 2023 qui débute dans quelques jours en Algérie

Honorable cabral Libii, you have the floor.

La police déjoue un vaste projet d'attentat contre le Parlement



La justice d'Outre-Rhin a annoncé l'arrestation de 25 personnes suspectées de préparer un attentat contre le Bundestag. Il s'agit de la plus vaste intervention de ce type dans le pays.

Un vaste coup de filet contre un groupuscule complotiste d'extrême droite a entraîné l'interpellation de 25 personnes suspectées de préparer un attentat contre les institutions démocratiques allemandes, a annoncé mercredi 7 décembre la justice d'Outre-Rhin. Les interpellés sont notamment soupçonnés « d'avoir fait des préparatifs concrets pour pénétrer violemment » dans la chambre des députés à Berlin « avec un petit groupe armé », ont déclaré les procureurs dans un communiqué.

Quelque 3 000 membres des forces de l'ordre ont été mobilisés et plus de 130 perquisitions ont été menées dans ce que les médias ont décrit comme la plus importante opération policière de ce type jamais menée en Allemagne. Les investigations en cours lèvent le voile sur « l'abîme d'une menace terroriste », a commenté la ministre allemande de

l'Intérieur, Nancy Faeser. La cellule démantelée était « mue par des fantasmes de renversement violent et des idéologies conspirationnistes », a-t-elle ajouté.

Au cœur de cette conspiration criminelle, selon la presse et le parquet : un descendant de la noblesse allemande, d'anciens militaires, une ressortissante russe et une ancienne députée d'extrême droite. « Henri XIII P. R. » et « Rüdiger v. P. », sont notamment cités comme meneurs présumés par la justice allemande.

La Russie nie toute implication

Le premier, identifié par la presse allemande comme le Prince Reuss, est le descendant d'une lignée de souverains de l'État régional de Thuringe. Arrêté à Francfort, il possédait un château qui a été perquisitionné près de Bad Lobenstein dans le centre du pays. Le second est, selon les médias, un ex-lieutenant colonel de la Bundeswehr. Commandant d'un bataillon de parachutistes dans les années 1990 et fondateur d'un commando d'Unité des forces spéciales (KSK), il a dû quitter l'armée allemande à la fin des années 1990 après avoir enfreint la loi sur les armes.

Est également mentionnée dans le communiqué du parquet une Russe « Vitalia B. », identifiée par la presse allemande comme la

compagne d'Henri XIII. Elle a, selon les procureurs, servi d'intermédiaire pour tenter de prendre contact avec les autorités russes en vue d'un éventuel soutien. Toutefois, l'ambassade russe à Berlin, citée par les agences de presse d'État Ria Novosti et Tass, a démenti tout lien avec des organisations « terroristes » ou « illégales » en Allemagne.

Une certaine « Birgit M.-W. » a également été arrêtée par les forces de l'ordre. Il s'agirait d'après la presse allemande de Birgit Malsack-Winkemann, juge et ancienne députée du parti d'extrême droite AFD qui siégeait au Bundestag entre 2017 et 2021. Outre les interpellations, 27 autres personnes sont visées par l'enquête, selon le parquet, qui précise qu'une arrestation a eu lieu en Autriche et une autre en Italie.

Les membres unis par « le rejet des institutions »

Fondé « au plus tard fin 2021 », le groupuscule avait « pour objectif de venir à bout de l'ordre étatique existant en Allemagne et de le remplacer (...) », un projet ne pouvant être réalisé « que par l'utilisation de moyens militaires et de la violence contre les représentants de l'État », selon le communiqué du parquet de Karlsruhe, en charge des affaires concernant la sécurité de l'État. Ses membres sont « unis par un profond rejet

des institutions de l'État et de l'ordre fondamental libéral et démocratique », et bien décidés à « participer à son élimination », décryptent les procureurs.

Les autorités allemandes ont classé ces dernières années la violence d'extrême droite au premier rang des menaces à l'ordre public, avant le risque jihadiste. Au printemps, elles avaient démantelé un autre groupuscule d'extrême droite soupçonné d'avoir projeté des attentats et l'enlèvement du ministre de la Santé, à l'origine des mesures de restriction anti-Covid. Cette nébuleuse se reconnaît dans le mouvement allemand dit des « Reichsbürger » (citoyens du Reich), qui ont pour point commun de rejeter les institutions, refusant les ordres de la police ou le paiement des impôts.

Sur les quelque 20 000 militants estimés de cette idéologie en Allemagne, une frange s'est radicalisée, intégrant notamment des négationnistes et envisageant le recours à l'action violente. Dans le cas du groupe démantelé, les membres se référaient également aux théories de la mouvance QAnon, groupe conspirationniste d'extrême droite venue des États-Unis, selon le parquet.

À voir également sur Le HuffPost :

Par Le HuffPost avec AFP

UN GESTE POUR LA PLANÈTE

Source du Pays lance une série d'actions en faveur de l'assainissement de notre environnement

Le programme complet vous sera donné afin que vous puissiez vous joindre à nous pour faire votre part.



COUPE DU MONDE QATAR 2022

La Focaco fait une comparaison des prix des denrées alimentaires entre les deux pays

En marge de la coupe du monde, une enquête de comparaison des prix des denrées alimentaires entre le QATAR et le Cameroun a été menée par le président de la FOCA-CO.

1 Qar = 170 F CFA

- bouteille Huile de tournesol raffinée (3 litres) à 4000 F CFA

- sac de 5 kg de riz jasmin à 2600 F CFA

- palette d'eau (6 bouteilles) à 850 F CFA

- Un pot de yaourt (170 g) à 215 F

CFA

La guerre en Ukraine et le COVID ont été les arguments avancés par les pouvoirs publics et les entreprises pour justifier la hausse des prix au Cameroun. Des arguments peu convaincants



Le paracétamol nuirait à la virilité de l'enfant



La prise de paracétamol pendant la grossesse serait à l'origine d'un déséquilibre de la programmation neurocomportementale des bébés de sexe masculin. Avec, pour conséquence à l'âge adulte, une inhibition des comportements sexuels masculins et une réduction du désir sexuel.

La prise de paracétamol par les femmes enceintes serait susceptible de provoquer chez leur bébé de sexe masculin une baisse de désir sexuel à l'âge adulte. En effet, chez des souris de laboratoire, les sujets dont la mère avait consommé le médicament n'ont développé que la moitié du nombre habituel de neurones présents dans la région cérébrale qui régit le comportement sexuel.

Une baisse de l'activité sexuelle à l'âge adulte

C'est ce qu'affirment des chercheurs de l'université de Copenhague (Danemark) dans une étude publiée le 30 mai dernier dans la revue scientifique *Reproduction*. Pour les spécialistes, le paracétamol serait à l'origine d'une modification de la programmation neurocomportementale qui « *inhiberait les comportements sexuels adultes* ».

La prise de paracétamol par les femmes enceintes serait susceptible de provoquer chez leur bébé de sexe masculin une baisse de désir sexuel à l'âge adulte.

En effet, chez des souris de laboratoire, les sujets dont la mère avait consommé le médicament n'ont développé que la moitié du nombre habituel de neurones présents dans la région cérébrale qui régit le comportement sexuel.

Une baisse de l'activité sexuelle à l'âge adulte

C'est ce qu'affirment des chercheurs de l'université de Copenhague (Danemark) dans une étude publiée le 30 mai dernier dans la revue scientifique *Reproduction*. Pour les spécialistes, le paracétamol serait à l'origine d'une modification de la programmation neurocomportementale qui « *inhiberait les comportements sexuels adultes* ».

À lire aussi : Grossesse. Le paracétamol favoriserait les troubles du comportement

Concrètement, chez les souris mâles exposés à la substance dans le ventre de leur mère, l'agressivité, le marqua-

ge du territoire par l'urine et, lors des rapports sexuels, les pénétrations et l'éjaculation seraient limités quand on les compare aux habitudes des autres rongeurs.

Des risques déjà connus pour les femmes enceintes

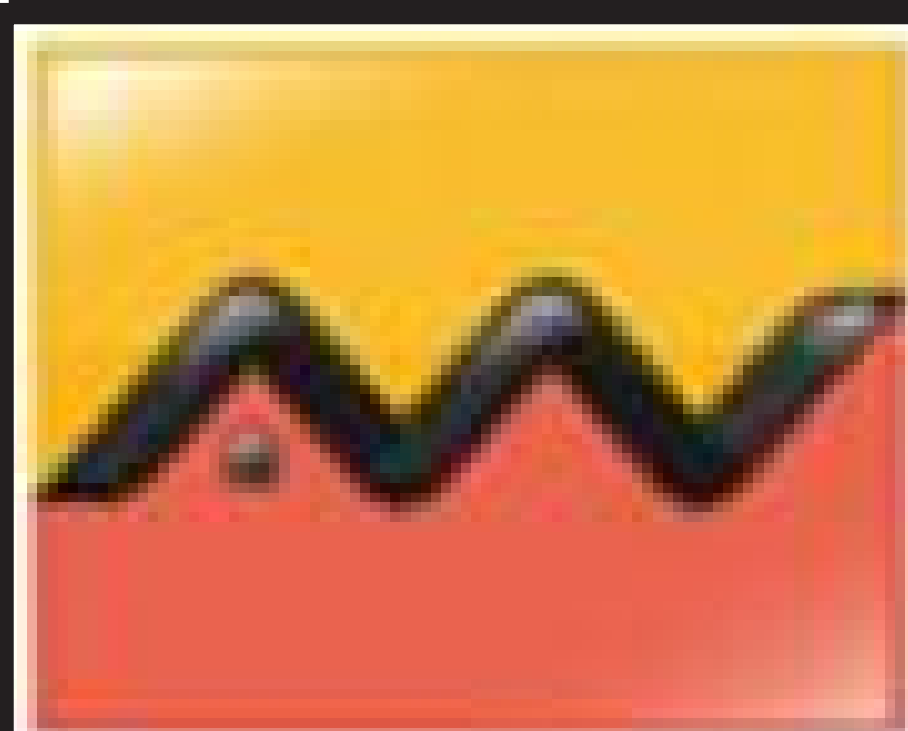
Comme le rappelle Pourquoi Docteur, de précédents travaux scientifiques avaient déjà mis en avant les dangers du paracétamol chez les femmes enceintes.

Le médicament a en effet été associé avec une baisse de la production de testostérone chez les garçons et une diminution de la fertilité chez les filles.

COUP DE GUEULE

Appellation mensongère : BROLI Tarti n'est pas du chocolat!

La FOCACO saisit cette occasion pour attirer l'attention des ambassadeurs des marques et leur rappeler qu'ils sont passibles de poursuites judiciaires en tant que complices de l'infraction qualifiée de pratique commerciale trompeuse. (Article 97 du code pénal).



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

CREDITS SCB

On a tout prévu pour vous



DES CRÉDITS POUR **CHAQUE ÉTAPE** DE VOTRE VIE

SCB SUKUL

- 48H
- Différé 3 mois

SCB FIDELITÉ

- Jusqu'à 84 mois
- Différé 3 mois

SCB SENIOR

- 60-69 ans
- Jusqu'à 15 000 000

SCB IMMO

- Jusqu'à 15 ans
- Différé 12 mois

NOUVEAU!!!

...NSEBLA

Basa'a

MBÈNÈ MPO'O BATI

Mini FESTIVAL 2022

Nkongmondo en fete

Une vitrine culturelle et sociale des
peuples autochtones Basa'a de
Nkongmondo

Du **16** Au **18**
DÉCEMBRE

NKONGMONDO DOUALA 1^{ère}

Mini Foire

DANSE TRADITIONNELLES

Tournoi de Football

Art culinaire

Artistes Musiciens

